

Déclaration liminaire de la FSU 74 au CTSD du 27 janvier 2021 :

Comme presque tous les ans, nous sommes inquiets.

Cette année, nous sommes aussi en colère, déçus et étonnés.

Quels constats pouvons-nous faire sur la situation actuelle ?

- Nos élèves sont masqués mais leurs difficultés n'en sont pas moins visiblement accrues : les confinements ont montré que le virtuel, même bien mené, ne pouvait remplacer le véritable travail en présence d'adultes. En ce début d'année, on voit également l'usure, l'inquiétude et la nervosité des élèves qui profitent de moins en moins des dispositifs de substitution.

- L'ensemble des personnels, toujours limités dans leur vie sociale, se sentent dévalorisés, voire méprisés :

Les enseignants en collège doivent courir de salles en salles, salaires gelés, continuer d'appliquer des réformes qu'ils ont refusées, consacrer de plus en plus de temps à des tâches administratives.

Les remplacements ne sont plus assurés correctement : c'est le résultat d'une diminution du nombre de titulaires et de leur affectation très majoritaire sur des postes à l'année. Toutes les disciplines sont concernées et des absences de plusieurs mois viennent encore ajouter aux difficultés des élèves.

Les AEDs sont engagés dans un mouvement social sans précédent pour obtenir des postes supplémentaires, des augmentations de salaire et surtout un statut digne du travail qu'ils fournissent.

Les CPE et les documentalistes sont privés de prime d'équipement.

Les infirmières sont menacées par la fusion de la santé scolaire avec la PMI.

Les enseignants responsables d'une ULIS perdent l'heure supplémentaire liée à leur travail de synthèse, alors qu'en 2021, les 37 dispositifs du département devraient dépasser les 10 élèves, et la moitié atteindre 14.

En SEGPA, il manque toujours trois postes de directeurs, et d'autres sont menacés. Par ailleurs, nous avons du mal à comprendre la logique actuelle : veut-on concentrer les moyens sur un petit nombre de structures (Rumilly-Evire) ou au contraire déconcentrer (Margencel-6e Evian) ? Veut-on diminuer le nombre d'élèves en Segpa, coûteuses ?

Le temps de déplacement des AESH en service partagé devrait être pris en compte dans leur emploi du temps hebdomadaire. Il faudrait aussi des remplaçants.

- C'est donc bien un constat de crise que nous faisons, non pas d'une crise ponctuelle liée la crise sanitaire, mais d'une crise structurelle et durable. La mise entre parenthèses de toutes les règles budgétaires et la création massive de crédits par l'UE était une occasion de rénover les hôpitaux mais aussi l'ensemble des services publics. Or, que nous annonce-t-on pour la rentrée 2021 ?

Le rectorat de Grenoble prévoit plus de 80 suppressions de postes en collèges, dont 21 postes en Haute-Savoie alors que les effectifs continuent à augmenter ! Le nombre d'HSA et le nombre d'élèves par classe croissent, les marges se réduisent, des compléments de service sont acceptés pour sauver des postes, ou... absorber des HSA. Et on nous annonce que les temps partiels qui ne sont pas de droit seront refusés !

La fatigue s'accumule alors qu'un engagement sacrificiel est nécessaire pour simplement faire notre travail.

Toutes les organisations syndicales ont voté contre la répartition des moyens au CTA du 18 janvier et nous étions en grève le 26 janvier.

Il en va de notre responsabilité collective de refuser cette destruction annoncée du service public d'éducation, alors que M. Blanquer a réussi l'exploit de ne pas consommer le budget de l'administration dont il est pourtant « responsable ». Devons-nous attendre que l'enseignement virtuel et la baisse de la natalité améliorent les conditions de travail ? Ni profs, ni élèves...c'est le nouveau monde ?